

## Quatrième élection libre dans une Tunisie en crise

Tunisie Cinq millions d'électeurs doivent renouveler les conseils municipaux. Nouveau test pour cette démocratie naissante.

Huit ans presque jour pour jour après le précédent scrutin municipal, les Tunisiens se rendent aux urnes ce dimanche 6 mai pour renouveler le conseil des 350 villes et agglomérations du pays. Aucune comparaison possible avec le 9 mai 2010, un temps désormais révolu où le président Ben Ali tenait encore l'Etat d'une main de fer, qu'il desserra d'un coup un soir de janvier 2011. Cinq millions d'électeurs sont attendus pour désigner 7 280 conseillers dans des municipalités qui gagneront en autonomie – entre autres – financière, mais paradoxalement avec des moyens limités par un Etat qui peine à surmonter la crise économique née de la révolution.

Les municipales de dimanche constituent le quatrième scrutin libre dans le pays depuis la révolution

du Jasmin, qui amorça la vague de ce que l'on surnomme depuis les "printemps arabes". Après les élections constituantes de 2011, législatives et présidentielle de 2014, ces municipales posent un nouveau jalon sur le parcours semé d'embûches de cette jeune et frêle démocratie, pétrie des espoirs les plus tues et meurtrie par les desseins les plus sombres.

### Une abstention redoutée

Au rang des premiers figure une participation citoyenne loin d'être négligeable. Parmi les 2074 listes de candidats validées pour le scrutin, 860 sont des listes indépendantes et 1055 sont issues de partis. Plus de 53 000 candidats s'y affrontent: 52 % d'entre eux ont moins de 35 ans et 49,3 % sont des femmes – bien que sept listes sur dix soient menées par des hommes. "Cette richesse de la représentation des candidats montre une certaine émulation dans la population", affirme le politologue Hamadi Redissi, professeur de l'université de Tunis bientôt admis à l'éméritat.

Quant aux menaces qui planent encore sur la démocratie naissante, outre au plan sécuritaire, la participa-

Tunisie Cinq millions d'électeurs doivent renouveler les conseils municipaux. Nouveau test pour cette démocratie naissante.

Huit ans presque jour pour jour après le précédent scrutin municipal, les Tunisiens se rendent aux urnes ce dimanche 6 mai pour renouveler le conseil des 350 villes et agglomérations du pays. Aucune comparaison possible avec le 9 mai 2010, un temps désormais révolu où le président Ben Ali tenait encore l'Etat d'une main de fer, qu'il desserra d'un coup un soir de janvier 2011. Cinq millions d'électeurs sont attendus pour désigner 7 280 conseillers dans des municipalités qui gagneront en autonomie – entre autres – financière, mais paradoxalement avec des moyens limités par un Etat qui peine à surmonter la crise économique née de la révolution.

Les municipales de dimanche constituent le qua-

trième scrutin libre dans le pays depuis la révolution

tion ou – plus exactement – l'abstention des électeurs risque de jouer les trouble-fête dans ce scrutin où sont attendus plus de cinq millions d'électeurs. "La Tunisie pâtit d'une situation économique et sociale très dégradée qui pousse la population à s'abstenir. Elle n'a plus confiance" dans le personnel politique, souligne M. Redissi, qui évalue le taux de participation à un chiffre compris entre 30 et 40 %.

### Un enjeu "symbolique"

Cette désaffection pressentie résulte aussi d'un "équilibre politique bancal" au niveau national, souligne pour sa part le politologue Abderrazak Sayadi, de l'université de La Manouba, une ville de la banlieue de Tunis. Après s'être opposés avec virulence, les laïcs pragmatiques de Nidaa Tounes (le parti du président Essebsi et du Premier ministre Chahed) et les islamistes d'Ennahda composent depuis deux ans et demi une "alliance contre-nature" au gouvernement national qui produit une "confusion" dans l'opinion publique et fait qu'"aujourd'hui plus personne ne croit aux élections", a-t-il déclaré dans un récent séminaire à l'ULB.

"Ce compromis (pour diriger le pays) a dégénéré en compromission et étouffé toute voix de l'opposition", estime M. Sayadi. "En gouvernant ensemble, ces deux formations donnent l'impression de constituer un parti unique bicéphale, dont les têtes ne regardent pas dans la même direction, et de s'arranger entre eux via par des pratiques douteuses, de corruption, compromission... Le tout provoque un blocage politique qui s'est reporté dans la rue et sur la scène syndicale, avec des grèves à répétition qui exaspèrent les gens."

Nidaa Tounes et Ennahda sont les seuls partis à présenter, chacun, une liste dans toutes les municipalités. D'où l'enjeu "symbolique" sous-jacent à ce scrutin, relatif à la rivalité entre les deux partenaires, et consistant à "savoir qui sera le premier au niveau municipal, ce qui aura des conséquences dans les négociations en coulisses entre les deux partis" au niveau national, entrevoit M. Redissi. Le tout sur fond d'une crise économique alimentée par une "croissance anémique", un "lourd endettement" et un "chômage élevé", et sans que la démocratie n'ait encore constitué un "levier" pour la prospérité.

Vincent Braun